

GROUPE



DIRECTION DU RESEAU
ET DES TERRITOIRES



PROTOCOLE DE PARTENARIAT

SYCTOM - Caisse des dépôts et consignations

Entre :

La **Caisse des dépôts et consignations**, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816 codifiée aux articles L.518-2 et suivants du code monétaire et financier, dont le siège est sis 56, rue de Lille 75007 Paris, représentée par Monsieur Régis PELISSIER, Directeur interrégional Ile-de-France, agissant en vertu d'une délégation de signature du directeur général en date du 20 février 2015.

Ci-après indifféremment dénommée la « CDC » ou la « Caisse des Dépôts » d'une part,

et :

Le Syctom, l'agence métropolitaine des déchets ménagers, établissement public administratif relevant du code général des collectivités territoriales, dont le siège social est situé 35 boulevard de Sébastopol 75001 Paris, représentée par Hervé MARSEILLE, en sa qualité de Président, dûment habilité aux fins des présentes par délibération du comité syndical du 17 décembre 2015,

Ci-après, indifféremment dénommée « SYCTOM » ou « le Bénéficiaire » d'autre part,

Ci-après, désignées ensemble les « **Parties** » et individuellement une « **Partie** ».

PREAMBULE

Depuis plus de trente ans, le **SYCTOM** assure quotidiennement le service public du traitement des déchets ménagers de 84 communes, soit six millions d'habitants, au cœur de l'agglomération centrale parisienne.

Le SYCTOM traite et valorise les déchets ménagers du territoire le plus peuplé et le plus dense de France. Pour remplir cette mission de service public, il travaille en lien étroit avec les collectivités en charge de la collecte et l'ensemble des partenaires locaux. Il s'agit d'une démarche collective qui préfigure l'avenir de la filière déchets à l'échelle de la future Métropole du Grand Paris.

Chaque année, près de 2,1 millions de tonnes de déchets entrent dans les équipements publics du SYCTOM. Cette organisation n'a pas d'équivalent en Europe, avec des capacités de valorisation énergétique cumulées de 250 tonnes/heure, productrices d'énergie renouvelable sous forme de vapeur destinée aux réseaux de chauffage urbain de Paris et de la proche banlieue, mais aussi d'électricité pour les besoins du traitement.

Le SYCTOM contrôle 12 usines réparties sur 7 sites : 3 centres d'incinération, 6 centres de tri, 2 déchetteries, 1 centre de transfert des déchets résiduels et emploie 119 salariés. Il est maître d'ouvrage des équipements et confie l'exploitation des sites à des entreprises tierces. Il a traité 2,3 millions de tonnes de déchets en 2014 dont 30% ont été recyclés, 62% ont été affectés à la valorisation énergétique et 8% ont été, par ailleurs, enfouis (déchets résiduels non valorisables).

Pour répondre de manière optimale aux quantités et types de déchets produits, le SYCTOM dispose d'un parc industriel performant, en évolution constante (amélioration des process, intégration des dernières technologies, adaptation des capacités). Désireux de mettre tout en œuvre pour augmenter la valorisation des déchets et limiter le recours à l'enfouissement, le SYCTOM a conduit de grandes opérations d'investissement au cours des dernières années dont la construction de l'usine Isséane, l'extension du site Paris 13^{ème}-Ivry-sur-Seine, la construction du centre de tri à Paris 15^{ème} et travaux de modernisation du centre de tri à Sevran en 2014.

Le syndicat entend conduire plusieurs projets au cours des prochaines années. Il s'agit notamment de la construction du centre de tri à Paris Clichy-Batignolles, du réaménagement du centre d'incinération et de valorisation énergétique des ordures ménagères à Saint-Ouen, de la reconstruction-transformation du centre actuel de Paris 13^{ème}-Ivry-sur-Seine (tri et incinération) en centre de valorisation organique et énergétique (deux phases de travaux : 2018-2021 et 2022-2034). Le SYCTOM a parallèlement engagé une réflexion sur la recherche d'un autre site, hors de la zone de Paris 13^{ème}-Ivry-sur-Seine, pour y valoriser les déchets organiques.

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public, investisseur de long terme au service de l'intérêt général et du développement économique des territoires.

Elle investit principalement sur le territoire français comme actionnaire minoritaire. Elle se positionne comme un investisseur diversifié, intervenant dans plusieurs secteurs (infrastructures, ville, immobilier, tourisme, transition énergétique et écologique, transition numérique, économie et cohésion sociale, économie mixte, ...). Intervenant en investisseur avisé, la CDC est soucieuse de ses intérêts patrimoniaux.

En participant au financement des projets d'intérêt général, la CDC apporte sa capacité à s'engager sur le long terme, sa stabilité institutionnelle, sa neutralité.

La position de la Caisse des Dépôts la conduit à :

- Privilégier les investissements permettant de dégager des externalités positives pour les populations et acteurs économiques des territoires concernés (emploi, amélioration de la qualité de vie, réduction des temps de transport et/ou des émissions de gaz à effet de serre, consommation des ressources naturelles, etc...) ;
- Assurer la rentabilité de long terme des projets qu'elle finance ;
- Garantir l'équilibre financier de son portefeuille d'investissements.

La Caisse des Dépôts a également la capacité à mobiliser des ressources en financement. Il s'agit des prêts sur fonds d'épargne. L'intervention est alors conçue en complémentarité des fonds propres de la CDC.

Dans le cadre de sa contribution aux objectifs nationaux sur le climat, l'intervention de la Caisse des Dépôts vise à favoriser et à accélérer le processus de transition écologique et énergétique (TEE).

Elle dispose d'ores et déjà d'une expérience solide et d'une forte expertise en la matière comme en témoignent ses actions et ses engagements en faveur de l'efficacité énergétique, des infrastructures durables, des énergies renouvelables et de la biodiversité.

Cette expertise recouvre l'ensemble des politiques publiques qui concourent à cette transition et, notamment, les politiques menées à l'échelle nationale pour améliorer l'empreinte environnementale des différents secteurs économiques, tels que les bâtiments, l'industrie, l'agriculture et le transport.

Constatant une convergence d'intérêts et d'actions, le SYCTOM et la CDC ont souhaité engager une démarche de partenariat stratégique.

A travers ce partenariat, le SYCTOM et la Caisse des Dépôts affirment leur volonté de travailler ensemble au développement de la transition énergétique en Ile-de-France. Ils expriment l'ambition d'une action publique innovante et exemplaire.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 - Objet du Protocole

Le présent protocole et ses annexes (ci-après le « **Protocole** »), a pour objet de définir les modalités du partenariat entre la Caisse des Dépôts et le SYCTOM pour la réalisation d'investissements relevant de la transition énergétique. Il a pour objet notamment d'identifier les projets du SYCTOM éligibles aux conditions d'intervention de la CDC en investissement et en financement sur fonds d'épargne et de préciser le calendrier des études d'ingénierie préalables susceptibles d'être conduites, sous réserve de ce qui suit.

Article 2 – Modalités d'accompagnement des projets d'investissement

Le SYCTOM réalise pour ses missions de nombreux investissements sous sa propre maîtrise d'ouvrage.

La problématique de leur montage et de leur financement est de plus en plus prégnante, notamment en raison de l'augmentation des besoins liés à la transition écologique et énergétique. Pour y répondre, le SYCTOM est à la recherche de solutions nouvelles, de partenariats.

Afin d'accroître le volume des investissements et leurs externalités pour les territoires concernés, la CDC intervient à différents niveaux :

1) Apports en fonds propres

La Caisse des Dépôts privilégie l'intervention en fonds propres et quasi fonds propres, en fonction des besoins des projets.

Elle intervient, en tant qu'investisseur avisé, principalement par des prises de participations dans des structures de projets, d'initiative publique, parapublique ou privée, en capital, compte-courant d'associés, obligations convertibles, avances remboursables. Elle peut également intervenir dans des sociétés multi-projets (fonds dédiés, foncières, entreprises publique locales et filiales associées, associations,...).

Son intervention a pour objectif d'exercer un effet d'entraînement sur l'initiative publique et privé, avec la volonté d'avoir un effet catalyseur sur les investissements privés (industriels, investisseurs privés, organismes financiers, ...)

La CDC utilise cette palette d'outils pour répondre aux différentes formes de structuration des projets : montage privé, partenariat public-privé, délégations de service public, économie mixte, SEMOP.

Elle pourra ainsi, dans ce cadre, étudier les possibilités d'accompagner en fonds propres les projets d'investissement du SYCTOM et notamment un projet de traitement conjoint de la matière organique issue des déchets ménagers et des boues d'épuration des eaux usées. En effet, le Syctom a signé un accord-cadre de partenariat avec le Syndicat Interdépartemental d'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP) dont les principaux objectifs sont :

- D'évaluer l'état de l'art en matière de co-traitement des boues d'épuration et des déchets organiques provenant des ménages
- D'étudier les synergies possibles issues de ce traitement conjoint sur le plan technique et économique,
- Le cas échéant d'étudier les modalités de construction d'un équipement commun destiné à traiter les deux substrats gérés par les 2 syndicats

2) Apports en ingénierie

La CDC souhaite également avoir un rôle proactif dans l'émergence de nouveaux projets sur les territoires, en partenariat avec des acteurs publics locaux (entreprises publiques locales, filiales patrimoniales de SEM...) et publics nationaux (développeurs, prêteurs, agences telles que ARS, ANRU...);

Pour cela, La Caisse des Dépôts, mobilise ses compétences et son expertise en matière de montage technique, financier, juridique et de gestion au service des projets locaux.

Dans le cadre du partenariat, la Caisse des Dépôts fera bénéficier le SYCTOM en amont de sa réflexion de cette ingénierie. Elle apportera notamment ses préconisations en matière de modèle économique et de structuration juridique et financière, afin d'accélérer le montage et la réalisation de ses projets d'investissement.

Elle mobilisera des crédits, associés à ses interventions comme investisseur, selon deux objectifs :

- ✓ Développer les investissements (études à caractère général, stratégique ou thématique, étude de planification et de préfiguration) ;
- ✓ Sécuriser les investissements en structurant le montage du projet (études de marché, plan d'affaires, montage juridique, gouvernance, pacte d'actionnaire...).

A ce titre, il est d'ores et déjà prévu d'accompagner le financement d'une première étude à caractère juridique et financier. Cette étude fera l'objet d'une convention spécifique de co-financement par la CDC une fois le prestataire choisi par le Syctom.

3) Apports en financement sous forme de prêts sur fonds d'épargne

3.1. Financement par des Prêts au secteur Public Local (PSPL)

La Caisse des Dépôts mobilise une enveloppe sur fonds d'épargne de 20 milliards € sur la période 2013-2017 pour financer, à travers les prêts PSPL, les projets structurants du secteur public local dans la limite de 5 milliards € d'engagements nouveaux par an pour l'ensemble du secteur.

- Eligibilité des projets du SYCTOM

Les pouvoirs publics ont retenu le financement des investissements du secteur public local, qui nécessitent des financements de long terme, notamment les infrastructures environnementales comme un champ d'intervention prioritaire, susceptible de pouvoir bénéficier de prêts sur fonds d'épargne PSPL.

Afin d'accompagner les projets du SYCTOM, la Caisse des Dépôts met à sa disposition l'offre de prêts qu'elle est susceptible de mobiliser pour les financer dans le cadre des prêts sur fonds d'épargne.

Les prêts PSPL pourront être accordés au SYCTOM, qu'il soit maître d'ouvrage d'une opération éligible ou qu'il y contribue à travers l'apport de contributions ou de subventions.

Les prêts peuvent financer des projets tels que :

- ✓ Infrastructures de collecte et de traitement des déchets,
 - ✓ Investissements dans les énergies renouvelables,
 - ✓ financements relatifs à la biodiversité, notamment liés à la préservation d'espaces naturels (acquisition de foncier),
 - ✓ infrastructures de gestion de l'eau et travaux d'assainissement, avec l'objectif de maîtrise des ressources naturelles et de préservation de l'environnement.
- Conditions et modalités des prêts PSPL

Le SYCTOM pourra bénéficier de prêts aux conditions des prêts PSPL pour couvrir ses besoins de financement complémentaires. A ce jour, ces conditions sont en index révisable, Livret A + 100 points de base, et en index révisable, inflation (IPC) avec marge à neutralité actuarielle. Ces conditions sont garanties pour une durée de 6 mois, prorogeable 6 mois une fois, à compter de la décision d'engagement et dès lors que celle-ci interviendrait avant le 31 juillet 2016.

La durée de ces prêts s'échelonne de 20 à 40 ans maximum en adéquation avec la durée d'amortissement économique des projets financés.

La mobilisation des fonds peut s'échelonner jusqu'à 5 ans à compter de la signature des contrats de prêt. Des solutions d'ingénierie financière (revolving, profil de remboursement des prêts...) pourront être étudiées pour répondre aux besoins du SYCTOM.

La mise en place des prêts PSPL devra recueillir une décision favorable du comité d'engagement compétent de la Caisse des Dépôts.

Suite à la mise en place d'une sous-enveloppe Prêts Croissance Verte (PCV) à tarification spécifique (index Livret A + 75 points de base ou index IPC + marge à neutralité actuarielle) pour les projets de transports propres sur l'enveloppe de 20 milliards €, le SYCTOM pourra bénéficier de ces nouvelles conditions pour les prêts signés avant le 31 juillet 2016, sous réserve du reliquat disponible pour cette sous-enveloppe à la date de l'engagement effectif de ces prêts.

3.2. Financement Projets urbains

- Prêts politique de la ville

La Caisse des Dépôts intervient en appui des politiques publiques des collectivités territoriales en apportant des financements au titre des investissements qui concourent aux projets urbains (aménagement, équipement et développement économique) des quartiers dits « politique de la ville ».

Deux types de prêts sont ainsi proposés : le PRU AM qui concerne toute opération située dans une zone relevant du programme national de rénovation urbaine (PNRU), le PPU affecté à toute opération située dans certains autres territoires de la géographie prioritaire actuelle.

A cet égard, les programmes d'investissements du SYCTOM pourraient être éligibles à un financement PPU ou PRU dès lors qu'ils se situent dans la géographie prioritaire de la Politique de la Ville.

La mise en place des prêts Politique de la ville devra recueillir une décision favorable du comité d'engagement compétent de la Caisse des Dépôts.

Article 3 - Engagements des parties

La Caisse des Dépôts et le SYCTOM collaboreront afin de mettre en œuvre les éléments du présent Protocole. Les parties sont convenues de se rencontrer régulièrement à cet effet.

Les Parties s'engagent à discuter, négocier et travailler conjointement de bonne foi dans les meilleures conditions possibles et mutuellement satisfaisantes, notamment en vue :

- (i) de réaliser et de faciliter la réalisation des études juridiques, techniques, environnementales, comptables, fiscales, des études commerciales et financières, des études pré-opérationnelles et des études complémentaires de faisabilité ;
- (ii) d'identifier les investissements destinés au traitement et à la valorisation des déchets ménagers et au développement des énergies renouvelables et de récupération en Ile-de-France ;
- (iii) sous réserve que le résultat de ces études et dudit plan de développement soit satisfaisant pour les Parties, de parvenir à un accord sur les conditions de création d'une structure juridique commune, à même de porter les investissements identifiés comme indispensables au déploiement de l'activité ;
- (iv) de définir les moyens humains, techniques ou si besoin financiers nécessaires à l'accomplissement objectifs décrits aux paragraphes (i), (ii), (iii) ci-dessus.

Le Protocole ne pourra en aucun cas être interprété ou considéré comme constituant un engagement formel d'investir dans une structure juridique commune de la part de l'une ou l'autre des Parties. Il est d'ailleurs rappelé que tout engagement financier de la Caisse des Dépôts, quel qu'il soit, devra avoir été préalablement validé par ses organes décisionnels compétents.

Article 4 - Confidentialité

Toutes les informations et données dont chaque Partie aura connaissance dans le cadre du présent protocole revêtent un caractère strictement confidentiel. Chaque Partie s'engage à en respecter la confidentialité absolue, à ne pas les divulguer à des tiers, de quelque manière que ce soit, sans avoir obtenu l'accord préalable écrit de l'autre Partie.

Seules échapperont à cette obligation les informations tombées officiellement dans le domaine public, diffusées dans le public antérieurement à cette communication ou signalées comme non confidentielles. Par ailleurs, chaque Partie ne sera pas soumise à l'obligation de confidentialité prévue au présent article en cas d'obligation légale ou de décision de justice de fournir des informations confidentielles. Dans cette hypothèse, la Partie concernée devra informer l'autre Partie de la requête ou de l'injonction qui lui a été faite de communiquer.

Au sens du présent article, l'expression « informations ou données confidentielles » recouvre toutes les informations ou données de nature commerciale, financière ou technique, quelle qu'en soit la forme (écrite ou orale), qui seront transmises par l'une des Parties à l'autre Partie ou dont une Partie aura connaissance au cours de la durée du présent protocole.

L'absence de mention confidentielle portée sur les documents ne vaudra en aucun cas dérogation à cette règle.

Chaque Partie s'engage à ce que, pendant la durée et à l'issue du présent protocole et les dix (10) années qui s'ensuivront, les informations confidentielles reçues de l'autre Partie :

- soient traitées avec la même précaution que chacune des Parties porte à la préservation de ses propres informations confidentielles et à faire respecter cette disposition à ses collaborateurs, employés et sous-traitants éventuels ;
- ne soient pas utilisées dans un cadre autre que celui du présent protocole.

Chaque Partie s'engage à restituer à première demande de l'autre Partie tous documents ou autres supports contenant des informations confidentielles, que celle-ci aurait été amenée à lui remettre dans le cadre du présent protocole ainsi que toutes les reproductions de ceux-ci.

En cas de non-respect de la présente clause de confidentialité, chaque Partie se réserve la possibilité d'engager la responsabilité de l'autre sur le fondement du droit commun.

Article 5 - Date d'effet et durée

Le Protocole prend effet à sa date de signature par le dernier signataire.

Son terme est fixé au 31 décembre 2017 et pourra, le cas échéant, être prorogé d'un commun accord entre les parties.

Article 6 - Suivi et mise en œuvre

Sans préjudice de réunions techniques intermédiaires, un comité de pilotage se tiendra semestriellement, et en tant que de besoin, animé par le président du SYCTOM et le Directeur régional Ile de France de la Caisse des Dépôts, ou leurs représentants.

Ce comité de pilotage aura pour objet d'examiner la mise en œuvre du Protocole et des engagements pris tels qu'ils figurent ci-dessus.

Il aura pour finalité notamment d'identifier et d'examiner les opérations d'investissement du SYCTOM et son besoin éventuel de financement.

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la Protocole, définie d'un commun accord entre SYCTOM et la Caisse des Dépôts, fera l'objet d'un avenant, qui précisera les éléments modifiés du Protocole.

Les parties conviennent également que le présent protocole pourra, le cas échéant, être étendu par voie d'avenant au SIAAP, pour tout projet mené en comaitrise d'ouvrage Syctom – SIAAP et éligible aux conditions d'intervention de la CDC.

Article 7 - Election de domicile et règlement des litiges

Pour l'exécution du Protocole, les Parties font élection de domicile à l'adresse figurant en tête des présentes. Le Protocole est régi par le droit français.

En cas d'échec d'une solution amiable, tout litige ou contestation auxquels la présente Protocole pourrait donner lieu tant sur sa validité que sur son interprétation, son exécution ou sa réalisation, sera porté devant les tribunaux compétents du ressort de la juridiction de Paris.

Fait en deux exemplaires,

A....., le.....

Pour le Président du SYCTOM
Monsieur Hervé MARSEILLE

Pour la Caisse des dépôts et consignations
Monsieur Régis PELISSIER